



Président : M. Jorge E. ILLUECA (Panama).

### POINT 142 DE L'ORDRE DU JOUR

**La situation en Amérique centrale : menaces contre la paix et la sécurité internationales et initiatives de paix (suite)**

1. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : J'attire l'attention de l'Assemblée sur le projet de résolution A/38/L.13.

2. M. OTUNNU (Ouganda) [*interprétation de l'anglais*] : Le peuple et le Gouvernement ougandais ne peuvent demeurer indifférents devant l'évolution grave de la situation en Amérique centrale. Nous sommes inquiets du fait que cette évolution crée un danger pour la paix et la sécurité internationales, qu'elle compromet l'indépendance nationale des pays de la région et qu'elle a provoqué des souffrances intolérables chez les peuples d'Amérique centrale.

3. La communauté internationale dans son ensemble a le devoir d'agir pour faire baisser la tension dans la région et instaurer une paix authentique. Dans la mise en œuvre de cette paix, nous aimerions souligner les éléments fondamentaux suivants.

4. En premier lieu, nous devons rappeler l'obligation qu'ont tous les Etats, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région, de respecter les principes de la Charte, et en particulier : le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'Etats; le principe d'autodétermination pour tous les peuples et celui du respect de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de tous les Etats.

5. En deuxième lieu, nous tenons à réaffirmer le droit de tous les pays d'Amérique centrale de déterminer leur propre destin à l'abri de toute ingérence extérieure. Nous rejetons toutes tentatives destinées à imposer un système social particulier ou une préférence politique aux pays d'Amérique centrale. Les peuples d'Amérique centrale doivent pouvoir exercer tout à fait librement leurs choix politiques.

6. En troisième lieu, nous prions instamment toutes les parties intéressées de suivre la voie de la négociation et de la paix. Dans ce contexte, nous appuyons les bases d'un dialogue, qui ont été si soigneusement mises au point par le groupe de Contadora, et nous nous en félicitons. Nous souhaitons rendre un hommage particulier aux quatre pays — la Colombie, le Mexique, Panama et le Venezuela — qui forment le groupe de Contadora, pour leurs efforts courageux en faveur de la paix en Amérique centrale. Nous nous félicitons du Document exposant les objectifs visés<sup>1</sup> que les Gouvernements du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua ont accepté et qui fournit des bases utiles pour l'amorce de négociations. Nous encourageons le groupe de Contadora à poursuivre ses efforts jusqu'à l'obtention

d'une paix véritable en Amérique centrale, grâce au processus du dialogue.

7. En quatrième lieu, il est clair pour nous que l'instabilité politique que connaissent les pays d'Amérique centrale trouve son origine dans les conditions économiques et sociales qui existent dans cette région. Ces conditions doivent être modifiées grâce à un processus de transformations démocratiques fondamentales.

8. Enfin, je voudrais souligner que ce dont le peuple d'Amérique centrale a besoin par-dessus tout, c'est d'une période de paix, pendant laquelle il pourrait consacrer toutes ses énergies aux tâches urgentes liées au développement économique et social.

9. Le peuple et le Gouvernement ougandais profitent de cette occasion pour renouveler leur solidarité permanente avec les peuples d'Amérique centrale dans leur juste lutte pour la liberté et la justice sociale. Dans cette lutte, que la victoire leur appartienne et qu'elle ne tarde pas.

10. M. LEE (Canada) [*interprétation de l'anglais*] : Le Canada est gravement préoccupé par la violence qui affecte de façon déplorable l'Amérique centrale et les souffrances qu'elle entraîne pour les populations de la région et ce d'autant plus qu'il s'agit de l'hémisphère auquel nous appartenons. Nous sommes consternés de voir que le droit international est devenu partie intégrante de la rhétorique utilisée par chacune des parties pour faire valoir sa position sur la scène nationale aussi bien qu'internationale.

11. Il est impossible de comprendre les remous politiques qui agitent la région ou d'espérer pouvoir les résoudre simplement en jetant le blâme sur l'affrontement des idéologies ou des intérêts des grandes puissances. Nous croyons que l'origine de la situation tragique que connaît l'Amérique centrale réside dans une longue histoire de problèmes d'ordre politique, économique et social. La situation actuelle est le produit de la pauvreté, d'une distribution inégale de la richesse, et de l'injustice sociale. L'instabilité et le désordre politique se nourrissent de la pauvreté et de l'injustice. Ils ouvrent la porte aux rivalités Est-Ouest.

12. Par conséquent, lorsqu'on regarde l'Amérique centrale d'aujourd'hui, on ne peut voir la région exclusivement à travers le prisme des rivalités Est-Ouest parce que n'est pas là l'origine du problème mais plutôt un symptôme de ce problème. De la même façon, on ne peut la regarder uniquement à travers le prisme des préoccupations d'ordre social et humanitaire parce qu'il est désormais évident que les rivalités Est-Ouest et autres rivalités politiques ont déjà pris racine dans la région. C'est là un fait regrettable que l'on ne peut ignorer. Cet état de choses devrait nous convaincre de l'urgente nécessité de prendre des mesures pour éviter que la situation ne se détériore encore davantage.

13. En soi, les systèmes internes adoptés par les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, quels qu'ils soient, ne représentent pas une menace pour la sécurité de l'hémisphère. Il n'y a véritable menace que lorsque les pays adoptent des systèmes qui les lient de façon délibérée à

des forces extérieures ou lorsqu'ils cherchent à promouvoir des objectifs à l'extérieur de leur territoire souverain en vue de déstabiliser leurs voisins. Le Canada n'a évidemment pas modifié ses programmes d'aide ou son soutien à un régime qui avait décidé de changer d'idéologie politique.

14. L'escalade de la violence n'offre aucun espoir réel au peuple du Nicaragua — pays qui a proposé l'inscription du point à l'examen — ni aux peuples des autres pays voisins qui continuent à souffrir de ce courant de violence traversant les frontières internationales.

15. Le Gouvernement canadien reconnaît que le Nicaragua est un Etat souverain qui a le droit de choisir sa propre forme de gouvernement. Cependant, nous sommes préoccupés par la tendance croissante à l'autoritarisme. La menace qui pèse sur le bien-être du peuple nicaraguayen et la stabilité de la région, néanmoins, va bien au-delà des effets internes de l'autoritarisme. S'écarter du non-alignement, pourtant professé, et soutenir la rébellion dans les pays voisins ne fait qu'ajouter aux risques de violence et empêchent tout progrès sur la voie d'un changement pacifique. De l'avis du Canada, aucune idéologie ne justifie l'exportation de la violence ou l'usage de la violence pour promouvoir ou empêcher le changement.

16. Il ne peut y avoir de progrès économique et social en Amérique centrale tant qu'existe un climat d'affrontement militaire. Le Canada a, par conséquent, appuyé dès le départ les initiatives régionales de paix parrainées par le groupe de Contadora et continue de le faire. Cette démarche, qui a été entreprise par la Colombie, le Mexique, le Panama et le Venezuela en vue de trouver des solutions régionales à des problèmes régionaux, mérite le soutien de toutes les parties en cause et est tout à fait conforme à la Charte des Nations Unies. Nous pensons qu'un dialogue direct entre les parties concernées devrait, le moment venu, compléter le processus de Contadora.

17. Malgré les progrès réalisés récemment par le groupe de Contadora et les cinq pays d'Amérique centrale avec l'adoption du Document exposant les objectifs visés élaboré à Panama en septembre dernier<sup>1</sup>, la situation en Amérique centrale continue d'être inquiétante.

18. Nous pensons que l'escalade peut être arrêtée et que la crise en Amérique centrale ne conduira pas nécessairement et inexorablement à un danger politique plus grand. Nous pensons que la riposte militaire et l'exportation de la violence ne sauraient servir les intérêts des peuples d'Amérique centrale, quelles que soient leurs orientations politiques et quels que soient leurs dirigeants. De même, l'intervention étrangère de quelque partie que ce soit ne saurait contribuer à la réalisation des objectifs de paix, de stabilité et de progrès économique et social. Si de sérieux efforts ne sont pas faits pour entamer le dialogue politique aussi bien à l'intérieur des Etats qu'entre eux, si l'on continue d'appliquer des solutions militaires au lieu de promouvoir le changement économique et social, il en résultera au sein des Etats une oppression politique, une augmentation de la violence et une aggravation de la misère. Il en résultera aussi un dangereux affrontement entre les Etats de la région.

19. Le Canada est prêt à aider les parties à promouvoir et à faciliter le dialogue politique. Bien que nous ne cherchions pas à être impliqués directement, à moins qu'on nous demande de l'être, nous disons à tous ceux qui s'efforcent de restaurer la paix dans la région qu'il faut renverser la tendance à l'escalade militaire, de façon que le changement social, le progrès économique et l'exercice de la liberté ne soient pas étouffés. Nous croyons qu'une solution pacifique et durable ne peut se

fonder que sur l'acceptation par toutes les parties concernées des principes du respect de la souveraineté, de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats et du non-recours à la force dans les relations internationales, de même que sur la reconnaissance de la nécessité pour toutes les forces étrangères de se retirer.

20. Je voudrais, pour terminer, réaffirmer le ferme appui de mon pays aux efforts déployés par le groupe de Contadora et exprimer l'espoir sincère qu'il sera possible de parvenir à une solution politique négociée qui mette un terme aux troubles politiques dont souffre l'Amérique centrale depuis bien trop longtemps déjà.

21. M. FONSEKA (Sri Lanka) [*interprétation de l'anglais*]: Je voudrais tout d'abord féliciter les parties concernées d'avoir consenti à ce que l'Assemblée examine la question de la situation en Amérique centrale. L'inscription de cette question est en soi la reconnaissance du fait que l'évolution de la situation en Amérique centrale a été la cause d'une préoccupation particulière presque tout au long des 18 mois écoulés. Les préoccupations touchant le Nicaragua lui-même ont fait que la question de l'Amérique centrale a été examinée par le Conseil de sécurité à trois reprises cette année, et je voudrais ajouter que la note du Secrétaire général du 13 octobre dernier<sup>1</sup> est venue confirmer la gravité et la persistance des tensions dans la région, ce qui a amené le Secrétaire général à conclure que cette situation représente une menace pour la paix et la sécurité internationales.

22. Ma délégation n'est pas au nombre de celles qui ont choisi d'intervenir ou de se prononcer chaque fois que cette question est examinée aux Nations Unies. Nous avons hésité à le faire pour des raisons de géographie ou d'éloignement car il nous serait difficile de prétendre être experts en questions relatives à l'Amérique centrale. Peut-être aussi hésitions-nous à nous engager dans des débats qui, pour rhétoriques et récriminatoires qu'ils soient, ne visent pas toujours à faire progresser vers des solutions. Cependant, nous prenons la parole aujourd'hui parce que nous pensons que les événements qui se produisent en Amérique centrale sont de plus en plus graves, qu'on persiste à mépriser les principes fondamentaux énoncés dans la Charte des Nations Unies et que les appels à la raison continuent d'être ignorés.

23. Ces principes, rappelons-le, sont l'égalité souveraine des Etats, le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force, l'acceptation du pluralisme politique ou le droit des Etats de développer leurs institutions conformément à leurs propres besoins et la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats. Ces principes et ces droits doivent être respectés non seulement par les Etats n'appartenant pas à la région, mais aussi par ceux-là même qui la constituent, indépendamment de leur taille. Je voudrais ajouter que toute tentative de modifier ou d'interpréter ces principes suivant les circonstances ou le contexte entraînera inévitablement des considérations subjectives chaque fois qu'il y aura entorse à ces principes ou qu'on les aura violés.

24. Nous pensions, avec optimisme peut-être, qu'avec l'intervention du groupe de Contadora — c'est-à-dire les Gouvernements de la Colombie, du Mexique, du Panama et du Venezuela, tous pays de la région — qu'une initiative importante était lancée qui, faute de permettre de trouver une solution plus durable à la situation qui règne en Amérique centrale, permettrait au moins de réduire les tensions dans la région. De temps à autre, on a exprimé des doutes quant à l'aboutissement possible de ces efforts, doutes que les événements n'ont fait que renforcer. Et pourtant nous avons été rassurés d'entendre pratiquement tous les orateurs participant au présent débat faire

allusion à l'initiative du groupe de Contadora et aux progrès réalisés par ce dernier en vue de restaurer un semblant de paix et de sécurité dans la région.

25. Ces efforts, approuvés par les pays concernés, à savoir le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua, sont décrits de façon détaillée dans le Document exposant les objectifs visés que les représentants du groupe de Contadora a transmis au Secrétaire général il y a un mois<sup>1</sup>. Les questions couvertes par ce document, y compris les difficultés économiques et sociales qui sont celles des peuples de l'Amérique centrale, pourraient fort bien servir de guide à d'autres régions et à d'autres Etats confrontés à des problèmes similaires, sinon identiques. Comme l'affirme le Secrétaire général dans sa note, bien que la tâche immédiate soit de résoudre les différends politiques qui opposent les Etats de l'Amérique centrale et les luttes qui en résultent, il est tout aussi urgent d'apporter une aide aux peuples de la région qui, depuis trop longtemps, sont démunis sur le plan social et économique. Pareille assistance permettrait de parvenir plus rapidement aux solutions politiques qui sont actuellement recherchées par le biais d'une violence qui n'en finit pas.

26. Nous avons demandé à prendre la parole dans ce débat non pas tant pour réclamer le retour aux principes déjà mentionnés que pour prier les pays de l'Amérique centrale et leurs voisins et amis, proches ou lointains, de faire des efforts sincères afin de permettre à l'initiative de Contadora de faire son chemin. Nous savons tous que l'examen de cette question s'achèvera par l'adoption d'une résolution qui ne fera que marquer la conclusion d'un débat de plus. Ni sa rédaction soigneuse, ni ses termes, ni même les votes en faveur de cette résolution n'auront réellement d'impact sur les parties directement intéressées. En fin de compte, c'est aux pays de l'Amérique centrale, et à eux seuls, qu'il appartiendra de trouver une solution. Et tout dépendra de la tolérance et de l'esprit d'accommodement dont ils sauront faire preuve les uns envers les autres. Le groupe de Contadora et son Document exposant les objectifs visés, outre qu'ils sont le fruit d'une initiative régionale, représentent une tentative louable de tenir l'Amérique centrale à l'écart du conflit plus vaste Est-Ouest. Et cette approche paraît la plus souhaitable à ma délégation.

27. M. KARRAN (Guyana) [*interprétation de l'anglais*]: Les événements qui se sont produits récemment en Amérique latine et dans la région des Caraïbes sont une source de grave préoccupation et le Guyana, en tant qu'Etat appartenant à la région, se félicite de l'occasion qui lui est donnée de prendre part au présent débat.

28. En janvier de cette année, les ministres des relations extérieures des Etats membres du Bureau de coordination des pays non alignés se sont rencontrés à Managua pour examiner la situation en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les préoccupations exprimées par les ministres ont été appuyées par les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, réunis à New Delhi, en mars 1983. Ces derniers « ont noté avec une grande inquiétude les tensions continues qui règnent en Amérique centrale » et « dans leur analyse de la situation dans la région, ils ont constaté que l'Amérique centrale traversait une grave crise politique, sociale et économique » [A/38/132, annexe, sect. I, par. 134].

29. L'aggravation des tensions et des conflits, de même que la multiplication des ingérences et des agressions étrangères qui menacent la paix et la sécurité internationales, font que la situation dans la région ne cesse de se détériorer. L'examen de la situation en Amérique centrale par l'Assemblée générale est donc particulièrement opportun. Le moment en est d'autant mieux choisi que la

Grenade vient de faire l'objet d'une invasion. Cette invasion a montré d'une façon brutale jusqu'où la superpuissance de notre région est prête à aller quand l'appartenance idéologique d'un gouvernement de la région lui déplaît. Ce qui a ostensiblement commencé comme une mission destinée à épargner des vies innocentes a ensuite provoqué la destruction de toute l'armée d'un pays, l'occupation de son territoire, le renversement et le remplacement de son gouvernement.

30. Les problèmes auxquels l'Amérique centrale est confrontée n'ont pas commencé avec l'ingérence et l'agression étrangères dont la sous-région est aujourd'hui la victime. Ils n'ont fait qu'être aggravés par cette ingérence extérieure. La plupart de ces problèmes ont leurs racines dans les déséquilibres sociaux, économiques et politiques existant depuis des décennies. Leur solution doit tenir compte des aspirations et des besoins des peuples de la région. Toute solution qui ne les prendrait pas pour base serait illégitime et vouée à l'échec. C'est aux Etats concernés qu'il appartient de rechercher ces solutions. Elles ne peuvent en aucun cas être imposées de l'extérieur.

31. Le refus d'admettre ces simples vérités a provoqué et continue de provoquer beaucoup de souffrances pour les peuples de l'Amérique centrale. Non seulement ces vérités ne sont pas respectées, mais cette lacune est aggravée par l'application, aux problèmes de l'Amérique centrale, d'une approche qui place ces problèmes dans le contexte d'une lutte idéologique Est-Ouest. Cette approche est particulièrement nuisible et provoque de nouvelles pertes de vies humaines et de nouvelles souffrances en Amérique centrale. Ceux qui adoptent cette approche sont les ennemis des peuples de l'Amérique centrale.

32. Alors que nous examinons la situation en Amérique centrale, notre attention se porte naturellement sur le Nicaragua, dont la population lutte héroïquement contre les actes d'agression, les tentatives de déstabilisation organisées et financées de l'extérieur et qui impliquent l'utilisation du territoire d'Etats voisins. Notre attention, de même, se porte sur El Salvador, dont les problèmes ont également leurs racines dans des facteurs internes, mais où l'intervention de l'extérieur se poursuit et exacerbe les conflits armés internes. Nous songeons également au Belize qui continue d'être menacé d'une absorption physique totale par un voisin.

33. En Amérique centrale, il faut abandonner d'urgence les politiques de force, d'affrontement et de guerre. Si nous voulions consacrer à la promotion de relations pacifiques et de la stabilité entre les Etats de cette sous-région la moitié des énergies et des ressources qui servent maintenant à provoquer la guerre et à inciter les Etats à déstabiliser leurs voisins, le présent débat serait inutile.

34. Ma délégation voudrait lancer un appel à tous les Etats intéressés pour qu'ils donnent une chance à la paix en Amérique centrale. Nous demandons également aux Etats de l'Amérique centrale de respecter pleinement l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale des autres Etats de la sous-région. Ce respect impliquerait l'abandon de l'utilisation de leur territoire en tant que tremplins pour commettre des agressions et des interventions contre d'autres Etats. Comme ma délégation l'a dit ailleurs, ces principes doivent être scrupuleusement respectés dans les relations entre Etats. Ce n'est qu'ainsi que l'on pourra instaurer des relations pacifiques et stables entre les Etats. Il ne suffit pas d'exprimer un attachement purement rhétorique à ces principes. Ce n'est que par leur application pratique dans le comportement des Etats que nous pourrions accroître la sécurité des Etats et la stabilité des relations entre les Etats.

35. Au sein de la sous-région elle-même, des voix se sont élevées, jusqu'ici en vain, pour demander le strict respect de ces principes. Des idées sont émises qui, si on les examine de façon positive et constructive et avec un désir authentique de paix, pourraient montrer la voie à suivre pour restaurer des conditions de paix et de stabilité. Ma délégation estime que le groupe de Contadora est le symbole des souhaits les plus profonds des peuples de l'Amérique centrale eu égard à un régime de paix et de stabilité et à la solution de leurs problèmes, par la voie de la négociation et sans que l'on ait recours à la force. Il est temps que les Etats prennent conscience des vœux des peuples de la région et renoncent aux actes qui pourraient entraver la réalisation des objectifs que ces pays ont si clairement énoncés.

36. Le document exposant les objectifs visés, qui a été entériné par les pays de l'Amérique centrale il y a deux mois, est le résultat d'une série d'entretiens qui ont été caractérisés par un dialogue constructif et un intérêt marqué pour les négociations par toutes les parties concernées. Ce document devrait être la base des négociations en vue d'aboutir à une solution pacifique des problèmes de la région.

37. Dans ce même contexte, les propositions soumises par le Nicaragua — un projet de traité pour garantir le respect mutuel, la paix et la sécurité entre la République du Nicaragua et les Etats-Unis d'Amérique, le projet de traité de paix, d'amitié et de coopération entre la République du Honduras et le Nicaragua, le projet de traité entre la République du Nicaragua et les Etats-Unis d'Amérique pour contribuer à une solution pacifique du conflit armé dans la République d'El Salvador et le projet de traité général concernant le maintien de la paix et de la sécurité et concernant les relations d'amitié et de coopération entre les républiques de l'Amérique centrale — représentent toutes des mesures sérieuses orientées vers l'action qui méritent un examen attentif. Tous ces documents devraient être examinés en bloc en tant qu'effort authentique de la part du Nicaragua pour rechercher une solution pacifique aux problèmes complexes que connaît cette région. Ils exigent l'attention, la compréhension et la coopération de tous les Etats intéressés.

38. Ma délégation encourage le groupe de Contadora à poursuivre ses efforts afin de parvenir à une solution pacifique grâce au dialogue et à la négociation. Le temps presse pour les pays de l'Amérique centrale. Nous espérons que l'on obtiendra rapidement des résultats concrets en Amérique centrale : la désescalade de la tension entre le Nicaragua et ses voisins, l'abandon du recours à la force pour trouver des solutions, une solution négociée en El Salvador, sans laquelle il ne pourra y avoir de paix en Amérique centrale, et l'engagement explicite de respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de tous les Etats de l'Amérique centrale.

39. Tous les Etats de la région ont le droit sacré de vivre en paix et de déterminer leur propre avenir et leurs systèmes de gouvernement, à l'abri de toute ingérence étrangère ou de toute intervention provenant de l'intérieur ou de l'extérieur de la région. C'est aux peuples de la région de l'Amérique centrale qu'il appartient de déterminer dans un climat de paix et de tranquillité, quelles sont les transformations économiques et sociales dont ils ont besoin.

40. Les Etats de la région doivent pouvoir exprimer les droits et les aspirations légitimes de leurs peuples de se débarrasser de relations de subordination et de dépendance et de façonner leur propre avenir conformément à leurs buts et objectifs nationaux.

41. Le projet de résolution A/38/L.13 est un effort sérieux pour s'attaquer aux problèmes de la région. Ma délégation s'est jointe aux auteurs de ce projet et l'appuiera.

42. M. RAJAIE-KHORASSANI (République islamique d'Iran) [*interprétation de l'anglais*] : Je voudrais commencer ma déclaration par la lecture d'un extrait du Coran que ma délégation considère comme très important :

« N'as-tu pas vu comment ton Seigneur a traité les Ads et Iram, la ville à la colonne ? »

Les New-Yorkais qui connaissent ces versets identifieront facilement cette colonne.

« N'as-tu pas vu comment ton Seigneur a traité les Ads et Iram, la ville à la colonne — une ville telle que jamais on n'en créa de semblable, dans aucun pays — et les Thâmoud qui creusèrent le roc dans la vallée, et Pharaon... »

ce qui signifie qu'ils disposaient d'une technologie avancée.

« ... qui creusèrent le roc dans la vallée et Pharaon, avec ses épieux; enfin tous ceux qui, dans le monde, étaient rebelles et multipliaient les scandales. » [*Surate LXXXIX, 6 à 14.*]

43. Ceux qui s'écarteront de la voie de soumission à l'ordre divin s'arrogent un rôle de droit divin. Mus par une illusion satanique, ils recherchent la domination, le contrôle, l'omniprésence et commettent des actes anormaux pour démontrer leurs qualités surhumaines. La lutte pour le pouvoir, la lutte pour la domination, caractéristiques des deux blocs impérialistes, sont les symptômes d'une maladie satanique. Selon nous, il s'agit d'une maladie, d'une maladie sociale qui ne peut trouver remède que par le renouveau de la foi et de la crainte de Dieu, par le renouveau de la foi et de la crainte de Dieu dans les normes culturelles et sociales de ces sociétés.

44. Je suis certain que tous, ici, connaissent l'expression « mythologie moderne ». La mythologie est une des voies permettant à l'humanité de communiquer et, habituellement, de communiquer avec les générations futures au moyen de l'histoire. L'homme communique entre autres ses aspirations et ses idéaux. Les mythes, notamment les mythes grecs, les mythes persans, indiens et chinois, sont des canaux de communication grâce auxquels chacune de ces nations a transmis ses perspectives cosmologiques, ainsi que la façon dont elle prévoyait les événements futurs. Les dieux vénérés par les Grecs indiquent que la culture dominante était polythéiste mais également la façon dont les anciens Grecs prévoyaient le déroulement des événements futurs dans l'univers.

45. La lutte permanente entre le bien et le mal, entre les ténèbres et la lumière et, en définitive, la victoire de la lumière sur les ténèbres dans la mythologie persane montrent le profond désir des anciens Perses de voir triompher le bien, la vertu, et la beauté sur le mal, le vice, le péché et la laideur.

46. L'homme moderne dispose de bien d'autres moyens pour transmettre ses profondes aspirations, mais il n'a pas encore — et peut-être ne le pourra-t-il jamais — renoncé à fabriquer des mythes, ce qui est toujours un moyen de communication pratique.

47. Mais la mythologie actuelle a un langage différent. Une étude de science-fiction et de quelques romans célèbres démontre clairement comment l'imagination créatrice de nombreux auteurs met en évidence les idéaux et les aspirations de l'homme contemporain, aliéné et égaré, qui a le sentiment d'être un étranger dans sa propre patrie.

48. A cet égard, certains programmes de télévision dont le but premier est de distraire, sont également des exemples de la mythologie moderne. Ils transmettent le message du peuple d'un pays donné dans son propre contexte culturel. Une analyse méthodique de ces programmes est révélatrice des aspirations historiques et des idéaux des sociétés auxquelles ils s'adressent et éclairent parfois les perspectives futures préfigurées par une certaine société ou une certaine structure sociale.

49. Je voudrais citer quelques phrases de deux romans de Joseph Conrad, *Heart of Darkness* et *The Secret Sharer*. Ces œuvres, comme certaines autres du même genre, soulignent les valeurs morales et les aspirations de l'homme civilisé dans cette partie du monde et ce qu'il envisage pour son avenir. Le passage que je vais lire est un dialogue entre un Blanc et un esclave, pas nécessairement un Noir mais, disons, un serviteur et il décrit l'impression ressentie par le Blanc à la lecture d'une œuvre littéraire. Il dit :

« C'était une belle œuvre littéraire. Cependant, compte tenu d'informations ultérieures, le premier paragraphe me semble maintenant terrifiant. Il commence en affirmant que nous, les Blancs, eu égard au développement auquel nous sommes parvenus, devons nécessairement apparaître aux autochtones comme des êtres surnaturels. Nous leur semblons avoir la puissance d'une déité... par le simple fait de notre volonté nous pouvons exercer une puissance presque sans limites... »

50. Exercer le pouvoir et s'adresser aux autres drapé dans la tunique de la divinité : voilà le principe de tout agresseur. L'impérialisme s'adresse encore au reste du monde drapé de la tunique d'une divinité suprême et invincible. L'autodéification est l'aspiration classique des philosophies matérialistes qui dominent actuellement dans les deux grands blocs de puissance d'oppression. Ils prétendent que les petits pays doivent se soumettre à la divinité des puissances d'oppression parce qu'ils possèdent des hélicoptères, des canonnières et des flottes de guerre.

51. Au cours de consultations privées aux Nations Unies, un de mes amis, qui se trouve ici parmi les membres de l'Assemblée, me disait récemment que les membres permanents du Conseil de sécurité ont abouti à la conclusion que la poursuite de la guerre entre l'Iran et l'Iraq ne servait plus leurs intérêts et que, par conséquent, nous pouvons, nous, profiter de cette situation pour envisager une sorte de paix improvisée. Voilà un message très menaçant. Je répète ce qu'on m'a dit : les membres permanents du Conseil de sécurité ont abouti à la conclusion que la poursuite de la guerre entre l'Iran et l'Iraq ne sert plus leurs intérêts et que, par conséquent, le moment est venu pour nous d'élaborer une sorte de paix qui serait acceptable aux deux parties. Ma réponse a été la suivante : nous ne sommes pas ici pour servir les intérêts des membres permanents du Conseil de sécurité.

52. Les puissances impérialistes s'adressent à nous comme si elles étaient des divinités. Je me demande si les membres de l'Assemblée ont jamais envisagé les programmes de télévision *Six Million Dollar Man* et *Mission Impossible* du point de vue du message qu'ils transmettent au niveau d'une perception sublimée, non explicite. Je suis certain que chacun ici sait quel genre de héros, autrement dit quel genre d'idéaux ces programmes inculquent aux enfants. Nombre de ces enfants sont maintenant devenus des adultes qui doivent émettre un jugement sur le débarquement à la Grenade; ou alors, ils sont profondément engagés dans la mise au point de la machine d'invasion.

53. L'invasion est présentée au public comme un acte honorable, un motif de fierté pour le gouvernement qui dirige cette « mission impossible » avec tant de courage ou qui s'acquitte de manière si fascinante de cette mission de secours digne du *Six Million Dollar Man*.

54. Je voudrais maintenant lire un passage du Coran : « Pharaon était hautain sur la terre. Il avait réparti les habitants en sections; » [*Surate XXVIII, 4.*]

Diviser pour régner : voilà la politique de l'impérialisme. Nous sommes tous divisés. Ne représentons-nous pas un petit pays de quelque coin de la planète qui sert l'impérialisme ? Je continue le passage du Coran : « il cherchait à affaiblir un groupe d'entre eux : il égorgait leurs fils » tout comme sont assassinés de nos jours les fils de nombreuses personnes — « et laissait vivre leurs filles. C'était un fauteur de désordre. »

55. Ainsi, cette légende de l'impérialisme contemporain n'est rien de nouveau dans l'histoire de l'humanité. Avant les impérialistes, il y avait les pharaons, les Nemrod et autres qui ont joué ce même jeu, mais ils ont échoué.

56. C'est l'art créatif de l'impérialisme qui a été démontré si effrontément à l'Assemblée générale. Que les intéressés soient assurés que le tour qui consiste à envahir les pays des autres puis justifier cette invasion — quels que soient les termes employés pour cela — ne réussira pas. Il ne réussira pas en Afghanistan; il ne réussira pas à la Grenade; il ne réussira nulle part. Ils devraient plutôt redevenir honnêtes, sincères, modestes, s'estimer satisfaits et s'écarter de l'agression, de l'intimidation et de l'oppression. Cette tentative d'autodéification est malsaine. Revenez, je vous prie, à la modestie et à l'humilité.

57. Nous savons tous que certains ont une puissance de feu considérable. Mais cela aussi est un signe de faiblesse. Ils sont terriblement faibles parce que, sans cette puissance de feu, ils ne peuvent tout simplement pas survivre. Et cette puissance de feu va en fin de compte les brûler eux-mêmes. Les peuples opprimés de l'Amérique centrale et les Grenadins se sont déjà réveillés, et chaque jour, ils prennent de plus en plus conscience de la réalité. Les agresseurs impérialistes doivent donc revoir leur stratégie, mais, cette fois-ci, ils doivent l'envisager en faisant appel à des considérations plus humaines et plus morales.

58. Ces actes d'agression et d'invasion sont devenus répugnants et sont fermement condamnés lorsqu'ils sont perpétrés uniquement à des fins de consommation ou de politique intérieures, ce qui semble être le cas si l'on en juge par les programmes de propagande. La tension dans la région de l'Amérique centrale et des Caraïbes est considérable. Certains jouent au jeu de l'héroïsme et s'amuse à fabriquer des héros tandis que des millions de personnes sont privées de tranquillité et de confort; et vivent dans l'inquiétude. L'agression américaine hystérique ne sert en rien les intérêts du peuple américain. Nous ne voyons pas pourquoi le Gouvernement américain prend plaisir à être craint. Ne croit-il pas qu'il est préférable d'être aimé et respecté que d'être haï et craint ? Ma délégation ose espérer, que grâce à leur unité et à leur solidarité, les opprimés du monde feront la vie dure aux agresseurs et aux superterroristes qui feraient donc mieux de se comporter correctement avant qu'il soit trop tard.

59. Mais la perpétration de ces actes de menace et d'intimidation semble à l'heure actuelle s'étendre à d'autres parties du monde. Le déploiement de certaines forces et de certaines flottes se renforce en Méditerranée. Compte tenu du caractère imprévisible de certains gouvernements on peut craindre de nouvelles crises. Il serait prudent et sage de conseiller aux puissantes forces de l'oppression de se ressaisir et d'œuvrer pour relâcher les tensions dans le monde entier en ramenant tout

simplement chez elles leurs troupes, leurs forces et leurs flottes dont le monde n'a que faire.

60. L'argument selon lequel si une partie se retire l'autre l'imitera est erroné et totalement inacceptable. Ce n'est qu'un prétexte dont se servent les deux parties pour justifier l'invasion et l'agression. Chacune d'elles justifie sa propre agression par l'agression de l'autre. C'est un sophisme qui ne doit plus être entendu aux Nations Unies. Chaque acte d'agression doit être examiné indépendamment de tout autre acte d'invasion ou d'agression commis par une partie et dont une autre se sert pour justifier le sien.

61. Des années d'efforts déployés pour faire de la région de l'océan Indien une zone de paix ont abouti à une impasse du simple fait que certains arguent que c'est seulement si l'agression soviétique en Afghanistan prend fin qu'ils pourront reconsidérer la question de leur funeste présence dans l'océan Indien. C'est un mauvais argument qui doit être écarté.

62. On nous a toujours accusés d'avoir l'intention d'exporter notre révolution dans le reste du monde, et nous avons appris récemment que seule la démocratie est exportable au moyen d'hélicoptères de combat, de flottes et de forces navales. Les autres n'ont pas le droit de transmettre le message du Saint Coran, pas même dans leurs programmes télévisés. C'est ce qui m'a été dit dans une interview télévisée lorsqu'on m'a demandé : « Ne radiodiffusez-vous pas des programmes religieux ? » C'est exactement ce qu'on m'a demandé.

63. Nous estimons que les valeurs morales n'ont plus cours dans certaines régions du monde. Nous pensons, et l'histoire le prouve, que toute la culture matérialiste de cette partie du monde est fondée sur la thèse que Dieu est mort. Par conséquent, d'autres assument le rôle de Dieu et jouent les divinités. Lorsque, au nom de la liberté de l'homme, une société célèbre l'abandon de la morale et de la décence, et lorsque les principes des droits de l'homme servent de prétexte pour perpétrer des actes d'invasion et de superterrorisme, alors nous devons prendre conscience de la gravité de la situation qui règne dans le monde d'aujourd'hui.

64. Le moment est donc venu pour l'Organisation internationale de lancer un appel aux médias; il n'est d'autres voies ou moyens puisque les résolutions auxquelles nous avons recouru ont échoué. Il faut lancer un appel à la presse du monde entier et, en fait, aux Nations Unies et

aux Etats-Unis et à d'autres pour qu'ils s'acquittent de leur lourde responsabilité, car seule la prise de conscience des masses peut mettre un frein à ce sinistre jeu de ceux qui se prennent pour Dieu. La prise de conscience des masses est le seul remède.

65. En République islamique d'Iran, les affaires des pays d'Amérique latine, d'Amérique centrale et des Antilles sont suivies de très près. Notre peuple s'intéresse profondément aux événements qui se déroulent dans cette partie du monde. Nous croyons que si nous, en tant que porte-parole de ces peuples qui sont censés être représentés ici, voulons servir la cause de la paix et restaurer la tranquillité et le bonheur dans différentes régions du monde, nous devons nous tourner vers les médias. Le point inscrit à l'ordre du jour d'une commission relatif à l'information revêt une importance vitale. Nous pensons qu'un compte rendu des invasions doit être publié dans tous les journaux du monde et qu'il faut créer un système qui permettra aux Nations Unies de demander à tous les Etats Membres de diffuser certains programmes et de publier certaines des résolutions de l'Organisation internationale. C'est alors que nous pourrions parler de démocratie.

66. On invente, on déforme les informations et les événements, ce qui empêche les masses — que l'Organisation internationale est censée représenter — de se faire une idée exacte de la situation, et entraîne la paralysie totale de l'Organisation internationale. C'est là le principal motif de ma proposition relative aux événements de l'Amérique centrale et des Caraïbes.

67. Quant à ce qui se passe au Moyen-Orient, je voudrais rappeler que les peuples musulmans du Moyen-Orient sont des peuples extrêmement modestes et raisonnables. Si on les menace et si on cherche à les intimider, ils l'acceptent avec modestie mais ils ne se rendent pas; si, d'un autre côté, on s'adresse à eux de façon raisonnable, ils l'acceptent avec la même modestie.

*La séance est levée à 12 h 25.*

---

NOTE

1. Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-huitième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1983, document S/16041.